

23/01/2013

Le MNLA, un nouvel allié pour l'armée française ?



© AFP

Depuis plusieurs semaines, les rebelles du MNLA affichent leur volonté de combattre aux côtés de l'armée française au Nord-Mali. Une situation délicate pour Paris au vu des relations entre la rébellion touareg et Bamako.

Par [Ségoène ALLEMANDOU](#)

Il y a un an, le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) s'alliait aux islamistes d'Ansar Dine pour lancer une offensive contre plusieurs camps de l'armée malienne dans le nord du pays. Aujourd'hui, le MNLA se déclare "impliqué dans la lutte contre le terrorisme" et "[prêt à aider l'armée française](#)", selon une des figures du mouvement, Moussa Ag Acharatoumane, qui ajoute : "de toute façon, rien ne peut se faire sans nous".

Pourquoi un tel revirement ? En totale perte d'influence, le MNLA cherche à revenir dans le jeu malien, affirme André Bourgeot, chercheur au CNRS et spécialiste du Mali. Composé essentiellement de Touaregs, le MNLA a repris le flambeau des différentes rébellions indépendantistes qui se sont succédées au Mali depuis 50 ans. Il se compose en grande partie de soldats aguerris rentrés lourdement armés de Libye après la chute de Mouammar Kadhafi. Au printemps dernier, il s'est illustré par la force en conquérant le Nord-Mali, aux côtés de groupes djihadistes, dont Ansar Dine. Mais le MNLA a fini par être évincé. "Depuis, ce n'est plus qu'un mouvement moribond qui s'efforce d'exister", affirme Abdoulaye Tamboura, chercheur auprès de l'Institut français de géopolitique (IFG) et auteur d'une thèse sur "Le conflit touareg et ses enjeux géopolitiques au Mali".

"Les Touaregs sont nos amis"

Le MNLA, qui se définit comme laïque, se présente aujourd'hui comme le seul interlocuteur potentiel auprès de la France et d'autres pays africains, dont l'Algérie. Interrogé par FRANCE 24, un de ses porte-parole, Moussa Ag Assarid, a affirmé que les rebelles touaregs étaient "prêts à jouer [leur] rôle d'autochtones qui combattent pour les droits de la population de l'Azawad", en référence au nom donné à la moitié nord du Mali. "Notre rôle pourrait être principal. Par notre connaissance du terrain et des populations, nous sommes plus efficaces que la force de la Cédéao", a-t-il poursuivi.

Paris semble prêt à tendre la main aux rebelles touaregs. "Je le dis pour aujourd'hui mais je le dis aussi pour demain. Les Touaregs, sauf ceux qui se sont laissés embrigader par des groupes terroristes que nous condamnons totalement, (...) sont nos amis", [a déclaré mercredi 22 janvier sur l'antenne de FRANCE 24 le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian](#). Les Touaregs, quand ils sont dans leur territoire au nord du Mali, ils sont chez eux et il importe de les respecter et de les considérer aussi comme des Maliens comme les autres".

[Le mouvement affirme disposer de plus de 10 000 combattants](#), mais aussi d'armes et de matériel pour combattre les islamistes, tout en reconnaissant manquer de munitions, d'essence et de moyens financiers. "De source militaire française sur place, le MNLA semble en capacité de reprendre les opérations", affirme Pierre Boilley, directeur du Centre d'études des mondes africains (CEMAF).

Des négociations avant une intervention du MNLA

D'autres observateurs doutent toutefois de sa réelle capacité militaire. Pour André Bourgeot, les combattants sont éparpillés dans divers groupes : une grande partie de leurs membres ont choisi de rester aux côtés des islamistes d'Ansar Dine. D'autres ont fait scission en décembre dernier derrière le colonel Hassan Ag Mehdi, alias "Jimmy le rebelle", qui a fondé un mouvement baptisé le Front populaire de l'Azawad. Et enfin d'autres encore, tel que le chef d'état-major du MNLA, le colonel Mohamed Ag Najim, ont quitté les rangs pour se réfugier en Mauritanie. "Au final, ils ne doivent guère être très nombreux", avance le spécialiste André Bourgeot.

L'avenir du MNLA, perçu par Bamako comme le principal responsable de la crise actuelle au Mali, dépendra aussi et surtout de son comportement dans les prochains mois, jugent les observateurs. "Il va devoir montrer sa volonté de combattre les islamistes", commente le chercheur Abdoulaye Tamboura. "Mais appuyer l'armée française implique pour le MNLA de se ranger du côté de l'armée malienne, alors qu'il refuse de la voir entrer au Nord-Mali."

En cas de soutien à l'armée française, la rébellion touareg devra au préalable ouvrir des négociations avec Bamako. "Nous ne voulons pas que l'armée malienne entre sur le territoire de l'Azawad avant qu'il y ait eu un accord entre les deux parties", a réaffirmé Moussa Ag Assarid, qui précise que des pourparlers sont en cours par l'intermédiaire du médiateur de la crise malienne, le président burkinabè Blaise Compaoré. "

Le MNLA est toujours disponible pour trouver un statut juridique à l'Azawad", a-t-il conclu. Le mouvement, qui exigeait l'indépendance de ce territoire hier, demande aujourd'hui son autodétermination. Une revendication délicate pour Bamako, alors que la France et la Cédéao se sont engagés à restaurer "l'intégralité territoriale du Mali".